

DÉLIBÉRATION n° 2020/092

L'an deux mille vingt et le 22 Septembre à 19 heures 30, le Conseil Municipal de LANNEMEZAN, légalement convoqué le 16 Septembre 2020, s'est réuni en session ordinaire dans la salle des mariages, sous la présidence de Monsieur Bernard PLANO, Maire.

Présents : Mesdames et Messieurs Gisèle ROUILLON, Pierre DUMAINE, Carine VIDAL, Robert MONZANI, Françoise PIQUE, Jean-Marie DA BENTA, Cindy SIBÉ, Jean-Claude SUBIAS, Isabelle ORTE, Alain MAILLÉ, Jean-Marc BABOU, Jean-Pierre CABOS, Pascal AUDIC, Frédéric SIBOUT, Sandrine DURAN, Marie-France RUFFAT, Jacqueline ALFONZO, Stéphanie LAGLEIZE, Nicolas TOURON, Ingrid ROUZAUD, Joël MANO, Philippe LACOSTE, Sylvie ORTEGA et Stéphanie NOGUES.

Procurations : Patrice ABADIE à Stéphanie LAGLEIZE, Maurine FOSSAT à Bernard PLANO et Laurent LAGES à Philippe LACOSTE.

Absents : PUYAU-CIBAT Marie-Claude.

Secrétaire de séance : Robert MONZANI

OBJET : Développement et cadre de vie : Signature d'un avenant au bail avec la société ARTUGO

M. le Maire rappelle que la ville loue à la société ARTUGO, par voie de bail commercial, le local situé au 73 rue Jean-Jacques Rousseau. Par avenant du 9 avril 2018, le montant du loyer mensuel avait été révisé pour être ramené à 200€ HT d'avril 2018 à mars 2019, puis 450€ HT d'avril 2019 à mars 2020 et la progression devait se poursuivre à raison de 50€ par an pour arriver à 600€ HT à compter de mars 2022.

La surface du local et le volume d'activité qui peut y être réalisé ne permet pas d'envisager l'application de la hausse qui avait été envisagée.

Afin de maintenir une activité dans ce local, il convient de mettre en cohérence le loyer avec la réalité de l'équilibre économique de l'activité de restauration. Il est donc proposé :

- de fixer le loyer au montant de 400 euros HT ;
- de régulariser le paiement des loyers à compter du 1^{er} juillet sur la base de ce montant ;
- d'abandonner les loyers des mois d'avril, mai et juin 2020 qui n'ont pas été titrés, dans le cadre des dispositions de loi d'urgence sanitaire de mars 2020 ;
- de maintenir la clause de révision annuelle du loyer prévue au bail initial, à savoir l'application de la variation de l'indice des loyers commerciaux publié par l'INSEE au 1^{er} trimestre de chaque année.

Par ailleurs, dans le cadre de la cession du fonds par la gérante, et afin de permettre une reprise dans les meilleures conditions, M. le Maire propose de l'autoriser à décharger Madame Géraldine ARTIGAS, personne physique, du cautionnement prévu dans le bail commercial du 10 février 2017, ainsi que la SARL ARTUGO de la garantie solidaire prévue en cas de cession du droit au bail.

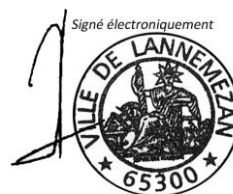
LE CONSEIL MUNICIPAL,

- le Maire entendu, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

- ↳ de fixer le loyer au montant de 400 euros HT ;
- ↳ de régulariser le paiement des loyers à compter du 1^{er} juillet sur la base de ce montant ;
- ↳ d'abandonner les loyers des mois d'avril, mai et juin 2020 qui n'ont pas été titrés, dans le cadre des dispositions de loi d'urgence sanitaire de mars 2020 ;
- ↳ de maintenir la clause de révision annuelle du loyer prévue au bail initial, à savoir l'application de la variation de l'indice des loyers commerciaux publié par l'INSEE au 1^{er} trimestre de chaque année ;
- ↳ d'autoriser Monsieur le Maire, dans le cadre de la cession du fonds par la gérante et afin de permettre une reprise dans les meilleures conditions, à décharger Madame Géraldine ARTIGAS, personne physique, du cautionnement prévu dans le bail commercial du 10 février 2017, ainsi que la SARL ARTUGO de la garantie solidaire prévue en cas de cession du droit au bail.

Pour copie conforme,
Le Maire,



Affiché le 30 Septembre 2020